

Annexe A

Études de cas

“Vers une stratégie à long terme pour le programme d'aide internationale de l'ACDI : Cadre de consultation”

Commentaire du CCCI

Dans la préparation de son Commentaire sur la stratégie à long terme de l'ACDI, le CCCI a analysé certains exemples d'approches de programmation actuelle appliquées par la société civile canadienne, en les rapprochant des principes et objectifs premiers qui régissent le renouvellement engagé par l'ACDI de sa stratégie à long terme d'aide internationale. Ces brèves études de cas mettent en relief les aspects démontrant la synergie et la concordance avec de tels principes – prise en charge locale, impact stratégique, influence pratique et rôle des relations intersectorielles. Ces exemples ne sont qu'un instantané de l'expérience riche et innovatrice de l'engagement de la société civile canadienne aux côtés des partenaires du Sud en développement, au cours des trente dernières années. L'ACDI a été un partenaire constant dans la plupart de ces travaux. Les études de cas font ressortir un besoin réciproque de tirer plus systématiquement des leçons de notre expérience, afin d'éclairer non seulement la stratégie à long terme de l'ACDI, mais aussi nos efforts conjoints visant à éliminer la pauvreté mondiale.

1. Promouvoir la sécurité alimentaire : Semences de survie, un regroupement d'ONG dirigé par USC Canada
2. La collaboration entre la société civile du Nord et du Sud pour les droits du travail
3. Agir dans le cadre de partenariats mondiaux pour obtenir des résultats concrets : Vision mondiale Canada
4. La promotion du commerce équitable auprès des entreprises : TransFair Canada
5. De petits pas vers la démocratie : SUCO
6. Élargir le débat sur les questions internationales controversées : L'Association des médecins pour la survie mondiale
7. Inscrire la pauvreté parmi les priorités, au Canada et à l'ONU : L'organisation nationale anti-pauvreté (ONAP)
8. Agir sur les priorités publiques de développement : La campagne sur la dette à l'occasion du jubilé 2000
9. Prise en charge locale, valeurs communes et partenariats autour de programmes : Société asiatique des partenaires (SAP)
10. Modifier le cadre juridique pour éliminer la discrimination contre les femmes au Guatemala : Le Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI)
11. Intégrer les programmes et les politiques : L'approche holistique de la pauvreté adoptée par Inter Pares

Ces études de cas ont été préparées par l'Équipe d'orientation politique du CCCI, avec l'aide d'Anne Bernard et de Lise Latrémouille, à partir de données fournies par les ONG respectives. Le CCCI assume l'entière responsabilité de toute inexactitude dans le texte.

Promouvoir la sécurité alimentaire : Semences de survie, un regroupement d'ONG dirigé par USC Canada

**Assurer la
sécurité
alimentaire des
paysans,
améliorer
les semences
locales et
préserver la
biodiversité**

La grave sécheresse qui a frappé l'Éthiopie au milieu des années 1980 a été dévastatrice pour les petits paysans dont les terres déjà pauvres n'ont même pas suffisamment produit pour répondre aux besoins vitaux des familles. Faut de mieux, ils se sont mis à manger les stocks de semences, compromettant leur survie à court terme, car il ne leur restait plus rien à planter pour l'année suivante, ainsi que leur avenir, puisqu'ils condamnaient les variétés de semences locales à une probable extinction.

Afin de répondre aux besoins immédiats des paysans éthiopiens, un regroupement d'ONG canadiennes dirigé par USC Canada et comprenant Inter Pares et Oxfam Québec s'est constitué avec un financement de Partenariat Afrique Canada (PAC), pour lancer Semences de survie. Ce programme agricole tout à fait innovateur, qui s'inscrit dans un cadre de développement durable, allie les méthodes traditionnelles des paysans aux connaissances des scientifiques. Grâce à cette démarche, la sécurité alimentaire des collectivités paysannes africaines a été assurée de façon innovatrice. Dans le même temps, les partenaires ont exercé une influence notable sur la communauté de l'aide internationale et ont contribué aux modifications essentielles qui ont été apportées aux politiques de développement agricole.

La difficulté consistait à trouver le moyen non seulement d'aider les agriculteurs à produire assez pour se nourrir, mais aussi de préserver les ressources sur lesquelles reposait la production vivrière. Les semences "améliorées" n'étaient pas la réponse, puisqu'elles garantissaient des rendements élevés du fait de la manipulation de l'environnement fragile avec des intrants (engrais, pesticides, irrigation recourant à la technologie) inabordables pour les paysans et que la terre ne pouvait tolérer.

La solution a été le fruit des efforts combinés d'ONG canadiennes et de scientifiques éthiopiens, qui ont conclu à la nécessité de travailler avec les paysans pour préserver, améliorer et utiliser les semences locales, compatibles avec l'environnement. La conservation de la diversité générique par le maintien et le "renforcement" des variétés de semences locales, et la préservation d'écosystèmes fragiles sont devenues l'objectif concret du programme Semences de survie.

Élargir un réseau appuyant la gestion de la biodiversité à l'échelon local

Grâce à des interventions semblables dans d'autres pays, (qui ont en général été catalysées par des ONG), les ONG relèvent le défi fondamental de la sécurité alimentaire durable pour les habitants des régions rurales vivant dans la pauvreté et appliquent des éléments clés du "Programme 21" pour la protection des écosystèmes ruraux et de la diversité génétique. Le travail novateur réalisé par Semences de survie a donné naissance à un mouvement agricole qui s'est étendu par l'intermédiaire d'un réseau d'ONG et d'agronomes. Des milliers de personnes dans dix pays africains ainsi qu'au Bangladesh, en Indonésie, au Népal, en Inde et aux Philippines sont devenues autonomes grâce à Semences de survie. Des banques communautaires de semences ont été formées, qui sont détenues et administrées par les villageois et pour les villageois.

Cette évolution tient notamment au fait que les ONG impliquées sont parvenues à conserver leur volonté de travailler ensemble, d'adapter leurs objectifs et de tenter d'influer sur d'autres associations. Dans ses interventions, le programme Semences de survie ne s'est pas limité à un programme d'action statique et de portée locale; il a au contraire réagi et évolué, à mesure qu'il acquérait une nouvelle compréhension des dimensions biologiques, socio-politiques et politiques des semences, de la sécurité alimentaire et de la pauvreté, et que des éléments d'information et des leçons se dégageaient. La sécurité alimentaire donne aux familles et aux collectivités la marge de manœuvre indispensable pour réunir les conditions fondamentales permettant de vaincre la pauvreté, entre autres la santé, l'éducation et la protection des plus vulnérables. Lorsque les êtres sont en mesure de se nourrir et de développer les moyens de le faire durablement, il devient alors possible de subvenir aux autres besoins de l'existence.

Lier les négociations sur la protection de la propriété intellectuelle à la protection des droits des agriculteurs et de la biodiversité

Selon la Fondation internationale pour l'essor rural, respectée dans le monde entier, le programme Semences de survie a révolutionné la réflexion traditionnelle sur l'agriculture moderne. Cet exemple illustre ce qui est possible lorsque des experts scientifiques reconnaissent la vision à court terme de la Révolution verte et forment des relations respectueuses avec les paysans, dans le cadre d'un partenariat scientifique et agricole.

Comprenant l'importance d'initiatives rurales telles que Semences de survie, la Fondation œuvre depuis plus de 25 ans dans les tribunes internationales, notamment la FAO et dans le cadre des négociations relatives à la Convention sur la biodiversité, afin que ces expériences sur le terrain soient prises

en compte dans les accords internationaux. La Fondation s'est fait le promoteur de la reconnaissance des droits des paysans, par exemple à des semences qui ont évolué pendant des siècles dans leurs champs, pour contrebalancer la promotion mondiale des droits de propriété intellectuelle effectuée par l'industrie des semences et des produits chimiques. La Fondation organise des séminaires avec des ONG du monde entier, dont certaines appliquent le programme Semences de survie, afin d'assurer la participation des paysans et des ONG aux négociations internationales qui auront des répercussions sur les moyens de subsistance des agriculteurs.

La collaboration entre la société civile du Nord et du Sud pour les droits du travail

Le mouvement Maria Elena Cuadra (MEC) qui a pris naissance en 1994 au Nicaragua visait à faire respecter les droits des femmes travaillant dans les zones de libre-échange (*maquiladoras*), par l'instauration d'une protection juridique établissant des conditions de travail équitables et non dangereuses.

**Une
collaboration
souple, fondée
sur la
solidarité à
l'égard
des droits des
travailleurs et
travailleuses**

Grâce au soutien moral et financier d'**OXFAM Canada** et de **CoDevelopment Canada**, entre autres, la campagne du MEC a suivi une démarche de mobilisation du public et d'éducation des travailleurs et travailleuses, afin de modifier les politiques et pratiques dans les *maquiladoras* : formation de ses membres aux techniques de négociation, sensibilisation des travailleuses à leurs droits et renforcement de leur estime personnelle, rédaction d'un code d'éthique distribué aux travailleuses, employeurs, fonctionnaires et députés de l'Assemblée nationale. À l'issue de réunions entre les diverses parties prenantes, de débats sur les questions des droits de la personne dans les zones de libre-échange où se situent les usines, d'une pétition nationale à l'appui du Code et de sa présentation au ministre du Travail, le MEC a réalisé son objectif d'accord rédigé par le Ministère à partir du Code. Signé à la fois par le gouvernement et par le patronat, ce texte mettait fin à la discrimination envers les travailleuses, favorisait le respect de leur dignité, établissait un milieu de travail sécuritaire, portait la rémunération au niveau du salaire légal et confirmait le droit d'organisation et de négociation collective pour les femmes.

S'agissant d'ONG comme OXFAM et CoDev, il convient surtout de citer la souplesse ainsi que la capacité de prendre l'initiative et de réagir aux situations et aux questions qui se présentent. Face au changement amorcé par la campagne du MEC, les partenaires canadiens et nicaraguayens ont acquis une confiance et une compréhension tout au long de l'évolution du partenariat. Le travail ne s'est pas arrêté à la conclusion de l'Accord, ni au Nicaragua ni dans le reste de la région. Dans ce pays, la campagne a fait fond sur l'Accord et a engagé des initiatives visant de futures réformes de la santé et de la sécurité dans les zones de libre-échange, ainsi que des modifications du code du travail. D'autres membres du Réseau d'Amérique centrale des ONG ont tiré les leçons de l'expérience

**Les ONG
intègrent la
participation
Nord-Sud aux
négociations
trilatérales
sous l'égide
des autorités,
afin d'élaborer
un code de
conduite pour
les entreprises**

nicaraguayenne et ont amorcé des stratégies semblables dans les zones de libre-échange d'autres pays de la région.

Par leur capacité à dégager une cause commune, à coordonner leurs actions et à travailler directement avec les personnes touchées à divers niveaux dans le but de trouver des solutions durables, les ONG et les organisations de la société civile jouent un rôle particulièrement utile dans les questions complexes de politique sociale auxquelles sont confrontés les pauvres et les groupes vulnérables. À titre d'exemple de cause commune dépassant les frontières nationales, citons l'alliance d'un grand nombre d'organisations au Canada et dans le monde entier afin de dénoncer les violations des droits des travailleurs au Canada. La campagne pour un code de base des pratiques du travail, dirigée par le réseau **Maquila Solidarity Network (MSN)**, a joué un rôle comparable à celui du MEC au Nicaragua, en s'efforçant de promouvoir un processus trisectoriel placé sous l'égide du gouvernement fédéral et destiné à mettre un terme aux abus commis au Canada dans les ateliers de misère, notamment par voie de négociations et de campagnes relatives à un code de base canadien des pratiques de travail dans les industries de l'habillement, de la chaussure et d'autres produits de consommation apparentés. De telles initiatives permettent au public de comprendre le rôle joué par l'État afin d'encourager la responsabilité sociale des entreprises.

Pour élargir les pressions initiales exercées au Canada, le Maquila Solidarity Network a accompagné la mise sur pied d'un forum sur le commerce éthique (Ethical Trading Forum) et du comité directeur multisectoriel, appelé **Ethical Trading Action Group (ETAG)**, dont il est devenu le secrétariat. Au printemps 1999, un facilitateur nommé par le gouvernement fédéral a convoqué la première réunion entre les détaillants canadiens, les fabricants de vêtements et de chaussures, les syndicats et les ONG. Convaincu de l'importance de faire participer les entreprises – et non pas seulement leurs associations, qui ont souvent des normes autodéfinies, ou le gouvernement – à l'application de normes reconnues à l'échelle internationale, le Maquila Solidarity Network a coordonné une campagne d'éducation du public et de promotion, visant à persuader tous les participants de jouer un rôle-pilote en vue de faire progresser les négociations sur le code.

Du fait que les approvisionnements et les marchés mondiaux sont une réalité omniprésente, les liens entre le Nord et le Sud permettant d'échanger des informations et un appui réciproque

sont indispensables aux efforts déployés par la société civile pour accroître la responsabilité sociale des entreprises. Maquila Solidarity Network (MSN) et Ethical Trading Action Group (ETAG) ont utilisé avec succès un processus tripartite de négociations sur le code, afin d'encourager le dialogue Nord/Sud et d'élargir la participation de la société civile à la discussion, au débat et à l'acquisition de connaissances sur les codes de conduite et la responsabilité des entreprises, au lieu de permettre qu'une telle discussion soit cantonnée à la salle de négociations.

Agir dans le cadre de partenariats mondiaux pour obtenir des résultats concrets : Vision mondiale Canada

Vision mondiale Canada est une organisation qui, ayant réfléchi sur ses partenariats dans le Sud, s'est mise au défi de redéfinir son rôle d'acteur civique du développement. Depuis dix ans, dans le cadre d'un Partenariat international, Vision mondiale travaille avec une association vigoureuse, multidimensionnelle et diversifiée d'ONG. Elle compte des partenaires dans plus de 90 pays et atteint plus de 70 millions de personnes. Les activités de promotion mettent en rapport les bureaux situés dans les pays et une équipe chargée des relations mondiales, qui se concentre sur les institutions internationales.

Ouvrer par l'entremise d'un partenariat mondial

Le Partenariat représente une vaste programmation en développement communautaire, portant sur des questions complexes touchant les enfants aux prises avec la pauvreté, ce qui permet d'effectuer une analyse exhaustive et régulière, et de formuler des propositions en vue d'appliquer une bonne politique de développement international.

Évaluer les DSRP et appuyer les ONG dans les pays, afin que le processus contribue directement à l'élimination de la pauvreté

Au cours des dernières années, c'est par ses analyses cohérentes et cumulatives que Vision mondiale a particulièrement contribué à la politique de développement dans deux domaines directement reliés au développement communautaire dans le contexte de la mondialisation : la consolidation de la paix et le développement socio-économique équitable. Pour promouvoir ses causes, Vision mondiale s'inspire d'une série de perspectives nationales, ainsi que d'expériences et d'études sur le terrain. À l'échelle mondiale, cette organisation a utilisé ses capacités en ressources humaines et son rayonnement pour interagir avec les plus hauts responsables, dans les pays développés et en développement tout comme dans les enceintes internationales, en partant de l'étude des problèmes très complexes découlant de l'application concrète des programmes et du vécu des personnes pauvres dans leur collectivité.

De récents énoncés de politique, "*PRSPs: Good News for the Poor?*" (Les documents de stratégie de réduction de la pauvreté : une bonne nouvelle pour les pauvres?) et "*Trade for Development: Making the WTO work for the poor*" (le commerce pour le développement : faire fonctionner l'OMC pour les pauvres) fournissent des évaluations exhaustives de la dynamique des marchés mondiaux et des systèmes financiers,

de l'équité économique et de la réduction de la pauvreté. Ces analyses s'inscrivent déjà dans le dialogue et le débat mondial faisant suite à l'initiative du jubilé 2000 sur l'annulation de la dette et sur les effets du commerce s'agissant de la lutte contre la pauvreté, notamment dans le contexte de la réunion de l'OMC à Seattle et de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI tenue à Prague, en septembre dernier. Tout en contribuant largement à la formulation de la politique canadienne et internationale dans ces domaines, de telles analyses découlent aussi du soutien apporté par Vision mondiale à ses partenaires dans des pays tel le Sénégal, lorsqu'ils élaborent un DSRP : la participation des ONG du pays à ce processus est favorisée, tandis qu'est engagée une réflexion sur l'efficacité du processus en soi comme outil d'élimination véritable de la pauvreté et que des enseignements en sont tirés.

Particulièrement significative pour les orientations de la politique sociale canadienne qui évoluent depuis peu, Vision mondiale Canada adopte une position de chef de file dans l'analyse et l'application des politiques liées à la protection et au développement des groupes vulnérables, notamment les enfants, dans les situations de guerre, les conflits entre les collectivités et la dislocation socio-économique. Le document "*Angola: A tangled web - many players in a complex war*" (L'Angola : un tissu inextricable – de nombreux intervenants dans une guerre complexe), publié en juillet 2000 présente par exemple une analyse socio-culturelle et socio-politique largement éclairée du conflit de ce pays. On y trouve des suggestions concrètes pour les décideurs canadiens et internationaux, en vue de structurer les interventions de consolidation de la paix, de façon à réduire les risques et à éviter d'aggraver l'instabilité par mégarde.

Un énoncé de politique, "*The Right to Peace: Children and Armed Conflict*" définit une approche globale afin d'empêcher la participation des enfants aux conflits armés, tandis qu'en Sierra Leone, la programmation appliquée avec les ONG locales vise la réunion des familles, la réintégration des enfants et l'amélioration de la protection locale des enfants. En travaillant de concert sur la théorie et la pratique, les ONG ont réussi à inscrire les besoins des enfants parmi les objectifs du Conseil de sécurité en matière de paix et de sécurité et des organisations de développement.

Faciliter le dialogue entre les groupes de travail des ONG et le gouvernement sur les orientations politiques

En sa qualité de président du groupe de travail sur les enfants et les conflits armés, Vision mondiale Canada a facilité l'élaboration d'un plan d'action des ONG, intitulé "*Peace is Every Child's Right*", qui a été présenté à la conférence tenue à Winnipeg sur les enfants touchés par la guerre. Nombre de recommandations issues du Plan des ONG ont été directement intégrées au rapport officiel sur la réunion. Ce document continue d'éclairer le dialogue engagé avec le gouvernement canadien ainsi que les mémoires présentés aux tribunes de l'ONU, notamment dans le cadre de la session extraordinaire sur les enfants et des travaux préparatoires. Le groupe de travail entretient des échanges électroniques d'information avec plus de 100 personnes-contacts parmi les ONG canadiennes.

La promotion du commerce équitable auprès des entreprises : TransFair Canada

Depuis bien des années, les pouvoirs publics canadiens encouragent le dynamisme des relations commerciales canadiennes par la signature d'accords internationaux régissant les échanges et les investissements qui sont transparents, justiciables et appliqués par toutes les nations. Les Canadiens comprennent l'importance du commerce pour l'économie du pays et se rendent de plus en plus compte que nos pratiques commerciales doivent être justes, équitables, socialement responsables et respectueuses des principaux droits du travail. Les organisations canadiennes de la société civile, y compris le mouvement syndical, ont fermement inscrit les pratiques commerciales équitables et socialement responsables parmi les priorités publiques et ont aussi invité les Canadiens à s'associer à cette initiative par leurs achats de biens et de services.

Promouvoir la compréhension des pratiques commerciales équitables grâce à l'action citoyenne

Dans le but de promouvoir un café issu d'échanges équitables et produit par de petites coopératives du Sud, TransFair Canada s'est employé à promouvoir les liens entre le développement international et le commerce, pendant les années 90. D'autres organisations canadiennes telles que la Canadian Cooperative Association, la SOCODEVI et le CECI ont collaboré avec les coopératives de producteurs de café pour améliorer leurs capacités à participer aux échanges équitables de café. D'autres encore interviennent comme importateurs et torréfacteurs du café provenant de ces coopératives.

Des coalitions d'églises, de syndicats et d'ONG s'efforcent de promouvoir les produits issus d'échanges équitables

Au lieu de fournir des crédits ou de recourir à la vente directe, TransFair Canada, organisation active dans le mouvement international pour le commerce équitable, privilégie deux stratégies : promouvoir le café issu d'échanges équitables et de coopératives de petits paysans, et faire connaître le label TransFair certifiant l'équité du commerce, parmi les torréfacteurs et importateurs canadiens. TransFair Canada vise à éliminer à la source les inégalités commerciales génératrices de pauvreté.

L'approche utilisée est positive, puisqu'elle convainc les entreprises qu'il est dans leur intérêt de proposer des produits de commerce équitable. Elle permet aussi de susciter et de maintenir une demande de produits issus d'échanges équitables, grâce à la sensibilisation de vastes groupes parmi les syndicats, les églises et les ONG du Canada, qui sont parfois déjà

conscients des causes de la pauvreté dans le Sud, mais qui cherchent des solutions novatrices pour faire évoluer ces conditions. À cette fin, sous l'impulsion de TransFair Canada et du mouvement œcuménique Ten Days for Global Justice amorcée par les églises canadiennes, une campagne a été lancée en 1998.

Du fait de la capacité de telles organisations à travailler sur des questions multiples avec de nombreux partenaires, la campagne de TransFair Canada comporte une série de points d'accès à l'éducation et à la promotion et a par conséquent eu un effet multiplicateur. Elle a réussi à persuader plus de 45 torréfacteurs et importateurs canadiens d'obtenir sa certification, ce qui s'est traduit par une hausse de 600 % des ventes de café issu d'échanges équitables et a permis de soutenir des paysans en Amérique latine, en Afrique et en Asie, dans le but d'éliminer la pauvreté dans leurs collectivités. Au cours des prochaines années, il se peut que le label soit étendu à d'autres produits tels que le cacao, le sucre, le thé et les bananes. Les pressions destinées à abaisser les droits de douane canadiens sur les produits bruts transformés comme le café aideraient les agriculteurs à tirer de leurs produits une valeur ajoutée et un revenu. Pendant ce temps, pour convaincre les pouvoirs publics au Canada et à l'étranger que les politiques commerciales mondiales doivent être équitables et respecter des conditions propices à la réduction durable de la pauvreté, TransFair Canada et ses partenaires donnent une dimension concrète à la citoyenneté mondiale. Ils ont en effet démontré que de telles mesures peuvent être bénéfiques pour tout le monde.

De petits pas vers la démocratie : **SUCO**

Une volonté soutenue de développement à la base

Les liens de coopération entre les organisations villageoises au Mali et SUCO, une ONG dont le siège est situé à Montréal, vont au-delà d'un simple partenariat au service des initiatives de développement local. Il s'agit d'un processus appuyé par SUCO avec un financement de la Fondation Léger, qui a connu des phases d'évolution successives, durant lesquelles les populations villageoises, majoritairement analphabètes au départ, ont commencé par faire le bilan de leur situation, puis ont progressivement modifié les comportements individuels et collectifs pour devenir les maîtres d'œuvre de leur propre développement. Les villageois s'attaquent maintenant aux questions plus complexes de transformation démocratique et de renforcement de la citoyenneté, et participent au processus de décentralisation lancé par le gouvernement malien.

D'emblée, SUCO et Benkadi, l'organisation partenaire malienne, ont travaillé avec les villageois dans le cadre de processus participatifs qui ont permis à toutes les couches sociales et à toutes les voix de se faire entendre. On peut décrire le rôle externe joué par Benkadi et SUCO comme l'étincelle qui a mis le feu au processus. Ce rôle catalyseur ainsi que l'appui prolongé six années durant ont non seulement aidé à transformer la réalité locale, mais ont aussi permis à SUCO et à ses partenaires de tirer des leçons systématiques qui peuvent maintenant être appliquées à d'autres milieux. Ensemble, ils ont publié un petit livre intitulé "*Sur les petites routes de la démocratie*", qui expose les rythmes de ce processus d'apprentissage au sein de la collectivité et illustre le fonctionnement de la démocratie directe.

Renforcer la volonté de citoyenneté démocratique

L'instauration d'une participation populaire au processus de développement présuppose un vif sentiment de confiance au sein de la collectivité, tout comme entre celle-ci et les acteurs externes. Voilà pourquoi SUCO et Benkadi ont longuement discuté des exigences du développement participatif qui devait inclure toutes les couches sociales, y compris celles qui ont traditionnellement joué un rôle marginal dans les processus décisionnels, en particulier les femmes et les jeunes.

Le développement local et la création d'activités économiquement durables ont été perçus comme des éléments essentiels de la participation communautaire. La mise en place et le maintien de structures et processus définis et administrés

au niveau local ont été jugés tout aussi importants. La gestion des activités économiques a été organisée de façon à permettre aux associations villageoises de contrôler tous les aspects de ces activités, tandis que la gestion au quotidien a été déléguée aux collectivités. Ce processus de délégation et de reddition mutuelle de comptes a engendré en soi une dynamique d'apprentissage et de transformation au sein de la collectivité. Les villageois ont appris que le processus ne serait viable que si tous les membres de la collectivité étaient convaincus que le projet commun les intéressait. Dans un tel processus, la collaboration entre les acteurs locaux et externes doit reposer sur l'idée que l'accompagnement se fera dans la durée, puisque la transformation sociale ne peut être que de longue haleine.

Dans le contexte actuel de transformation économique et politique au Mali, un grand nombre de hiérarchies traditionnelles ont été affaiblies. Bien que certains progrès aient été réalisés dans la place que les femmes occupent au niveau du village, la transformation fondamentale destinée à éliminer la discrimination systémique contre les femmes est beaucoup plus lente. Le processus engagé dans le village de Fereintoumou n'en jette pas moins les bases d'un dialogue communautaire sur des questions fort diverses, notamment l'iniquité et l'injustice envers les femmes.

Le but premier de ce processus était la prise en charge par la collectivité de son développement. Alors que le Mali décentralise son administration au bénéfice des collectivités locales, un village comme Fereintoumou est bien placé pour utiliser son expérience de fonctionnement des structures locales dans son interaction avec l'État. Le processus de décentralisation lance de grands défis aux chefs de file et aux intervenants communautaires, qui doivent amener les associations villageoises à engager une réflexion collective authentique sur les stratégies qui seront définies et appliquées au niveau local. De la capacité et de la détermination des collectivités à faire entendre leur voix dépendra la prise en compte, par les représentants élus, des priorités villageoises exprimées par des associations démocratiquement élues.

Dans le cadre du processus de définition des stratégies locales de développement, les collectivités villageoises devront aussi tenir compte des conséquences des politiques définies à l'échelle nationale et internationale, qui influent sur leur existence.

Élargir le débat public sur les questions internationales controversées :

L'Association des médecins pour la survie mondiale

**S'efforcer de
raffermir la
politique
publique
portant sur la
paix et le
développement**

Les organisations de la société civile ont la capacité de produire des connaissances sur les questions de développement les plus fondamentales et de maintenir les conditions de la mobilisation indispensables à l'action citoyenne. Plusieurs ONG canadiennes, dont l'Association des médecins pour la survie mondiale (AMSM), se regroupent pour catalyser, façonner et raffermir la politique publique dans les domaines cruciaux de la paix et du développement. Cette synergie a été particulièrement manifeste dans l'initiative canadienne d'interdiction des mines terrestres, qui a débouché sur le traité de 1999.

L'AMSM est une organisation canadienne dirigée par des médecins, qui repose sur l'action de membres individuels et d'organismes affiliés du Canada, et qui œuvre en partenariat avec International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW). À l'instar de nombreuses ONG, elle contribue de façon unique à la définition des orientations par l'entremise d'une programmation qui fait le lien entre la sensibilisation du public, l'éducation et l'intervention communautaires, l'entraide entre les pays et la participation aux débats publics en cours.

**Obtenir dans
les enceintes
internationales
un appui pour
les positions
canadiennes
sur des
mesures
controversées**

L'AMSM aborde des dossiers d'intérêt national qui sont à la fois controversés (p. ex. la guerre de l'OTAN en Serbie) et susceptibles de progresser. L'organisation vise à créer un cadre public et politique propice, de nature à dégager un consensus moins hétérogène, plus soutenu et davantage responsable sur le plan social, au Canada et à l'échelle internationale. À cette fin, l'AMSM travaille en étroite collaboration avec d'autres ONG et associations de la société civile qui partagent ses idées, en vue de fournir aux membres et sympathisants des renseignements et des outils suffisants pour qu'ils prennent des mesures efficaces. L'éducation du public est promue afin que des voix cohérentes, multidimensionnelles et persistantes se fassent entendre sur des questions importantes pour le gouvernement canadien, critiquant parfois des orientations fondamentales. Ces voix permettent aussi d'élargir l'espace politique relevant du domaine public, pour faire valoir les positions canadiennes ayant trait à des mesures controversées, sur la scène internationale (à l'ONU et ailleurs).

On peut citer comme exemple l'initiative actuelle engagée par le réseau de l'Association des médecins pour la survie mondiale (AMSM) afin d'attirer l'attention sur la menace de guerre nucléaire en Asie du Sud, alors que le Pakistan et l'Inde accroissent respectivement leur arsenal militaire. Un grand nombre d'ONG se caractérisent par la capacité d'établir des relations durables et de dépasser les frontières politiques; l'AMSM bénéficie d'une longue tradition de coopération avec ses homologues dans les deux pays en cause. Depuis 1991, l'Association a fourni un soutien financier et une aide au titre des ressources humaines, et a participé à la production d'une vidéo de sensibilisation à la paix et au désarmement dans la sous-région, ce qui comprenait des visites d'étude en Inde et au Pakistan pour soulever des questions et échanger des idées avec ses homologues du milieu médical, des fonctionnaires et les médias. Depuis 1998, l'AMSM a été étroitement associée à la création du Fonds de consolidation de la paix du gouvernement canadien et à l'affectation de crédits en faveur de l'Asie du Sud. Elle a tenu un séminaire sur les stratégies de résolution pacifique des conflits avec des collègues indiens, dans le cadre de la conférence mondiale de l'International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW), tenue en Australie en 1998.

Inscrire la pauvreté parmi les priorités, au Canada et à l'ONU : L'organisation nationale anti-pauvreté (ONAP)

L'organisation nationale anti-pauvreté (ONAP) donne un bon exemple de la capacité des ONG d'agir au-delà des frontières et des groupes, dans le dessein d'influer sur la politique au Canada et à l'étranger. Reconnaisant les liens théoriques et pratiques entre la pauvreté au Canada et dans les pays en développement, le Comité international de l'ONAP a été formé pour inscrire la lutte contre la pauvreté parmi les priorités, à l'échelle nationale et internationale.

La cohérence des politiques : La société civile canadienne établit des liens avec le système multilatéral

En 1998, l'ONAP a présenté un mémoire officiel au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, aux Nations Unies, dans le cadre du troisième rapport soumis par le Canada sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; en mars 1999, avec le Charter Committee on Poverty Issues et le Centre for Equality Rights in Accommodation, l'ONAP a contribué à la soumission conjointe, au Comité des droits de l'homme, du quatrième rapport du Canada sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Depuis lors, le Comité international continue de fournir des renseignements sur les droits sociaux, du travail et des droits de la personne protégés au niveau international.

Faire le lien entre les réalités : Les exclus du Canada et du Sud

L'ONAP collabore de plus en plus avec des organisations de la société civile combattant la pauvreté dans les pays en développement, en vue de promouvoir des actions et des activités, notamment le Forum sur la pauvreté organisé conjointement par IBASE, une organisation brésilienne anti-pauvreté, en rapport avec le Sommet des Amériques tenu à Santiago du Chili. L'ONAP, qui travaille avec le milieu des personnes pauvres au Canada, a produit une plaquette d'information sous forme de tabloïde, qui a été envoyée à tous les participants au Forum de Santiago sur la pauvreté et promouvait des actions menées à l'échelle internationale au nom des personnes sans abri. Cette publication a largement contribué à cerner les questions soulevées par le Canada dans le cadre de la réunion tenue à Genève en juin 2000 sur le " Sommet de Copenhague pour le développement social Plus 5", et à éviter de perdre de vue les engagements pris par le Canada et d'autres gouvernements à propos de politiques sociales cohérentes, équitables et complètes.

La cohérence entre les principes auxquels souscrit un pays dans les enceintes internationales et la façon dont il agit effectivement à l'intérieur de ses frontières est au bout du compte essentielle pour prendre des mesures efficaces dans les deux environnements. La participation à ces réunions d'ONG telles que l'organisation nationale anti-pauvreté (ONAP), qui se trouvent en contact direct avec la réalité concrète que vivent les exclus dont les besoins humains fondamentaux ne sont pas remplis, dans les rues des pays mêmes des gouvernements donateurs, remet en cause nos idées préconçues, en intégrant les priorités canadiennes et en arrimant le discours du développement aux réalités concrètes de la pauvreté insoutenable, quel que soit le lieu où elle sévit.

Agir sur les priorités publiques de développement : La campagne sur la dette à l'occasion du jubilé 2000

La campagne du jubilé 2000 est une vaste initiative de la société civile, dirigée par l'Initiative œcuménique canadienne pour le jubilé, une coalition d'églises canadiennes, qui s'inscrit dans le cadre d'une campagne mondiale d'organisations de la société civile qui, dans l'esprit du jubilé, ont répondu à l'appel pour la justice mondiale. Des ONG non religieuses et des groupes communautaires du Canada ont aussi participé à cette coalition, directement ou par l'entremise de l'Initiative d'Halifax, une coalition d'ONG canadiennes soucieuses de réformer le système multilatéral.

Pendant plus de trois ans jusqu'en décembre 2000, cette campagne mondiale a mobilisé les citoyens du monde entier réclamant l'annulation de la dette injuste et insoutenable des pays les plus pauvres.

**Mobiliser les
Canadiens pour
un bien public
mondial :
l'annulation de
la dette des pays
les plus pauvres**

Au Canada, cette campagne comportait deux dimensions synergiques – 1) l'éducation et l'action à la base, qui ont permis à une pétition en faveur de l'annulation de la dette de recueillir entre 400 000 et 500 000 signatures et 2) la politique d'intérêt général, dans le cadre de laquelle on a réclamé que le Canada joue un rôle de chef de file parmi les pays créanciers, notamment les pays industrialisés du G-7. Les jeunes, qui ont aussi été associés à cette initiative, ont participé aux diverses stratégies de lancement (rompant les chaînes de la dette sur la colline du Parlement), créant des comités locaux du jubilé, tenant des débats publics et recueillant des signatures.

**Faire le lien
entre les
propositions
complexes
relatives à la
dette et la vie
des personnes
vivant dans la
pauvreté**

La campagne mondiale du jubilé a remporté un succès remarquable, puisqu'elle s'est répandue à l'échelle internationale, dans l'ensemble des pays du Nord et du Sud. La remise de dette a été inscrite à l'ordre du jour des pays du G-7 et des institutions multilatérales, ce qui a abouti à une accélération des initiatives (qui sont toutefois restées en-deça de l'objectif d'annulation totale pour les pays les plus pauvres et de découplage entre les initiatives liées à la dette et les programmes d'ajustement structurel imposés). Le succès ne tenait pas seulement à la coalition d'organisations fort diverses de la société civile. Il s'expliquait aussi par le fait qu'une question complexe et fondamentale (l'endettement international) avait été effectivement mise en relation avec les effets d'une dette intenable sur l'existence des êtres aux prises avec la pauvreté. Les organisations de la société civile travaillant avec ces

personnes et intervenant dans les secteurs touchés par l'endettement ont joué un rôle essentiel dans la formation de tels liens.

Au Canada, la campagne a largement motivé l'annonce faite par le Premier ministre en mars 1999, faisant état de l'annulation par le Canada de l'ensemble de la dette bilatérale contractée par un certain groupe de pays pauvres très endettés (PPTE), une fois que ces derniers seraient parvenus au terme du processus établi dans le cadre de l'Initiative PPTE. Cette mesure importante est venue renforcer le mouvement engagé par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, qui ont déclaré l'annulation de la totalité de la dette bilatérale d'un groupe encore plus vaste de PPTE.

Une vaste couverture médiatique, une coordination internationale, la sensibilisation au développement, une action en temps opportun et un réseau mondial entre les églises, les groupes religieux et les organisations nationale en faveur de la justice sont autant de facteurs qui ont abouti au succès de la campagne du jubilé 2000, au Canada comme à l'étranger.

Prise en charge locale, valeurs communes et partenariats autour de programmes : Société asiatique des partenaires (SAP)

**Des
partenariats
portant sur la
programmation
et reposant sur
des valeurs
communes**

Sur une période de vingt ans, Société asiatique des partenaires (SAP), lancé sur l'initiative d'ON canadiennes, a créé avec soin un partenariat original entre des coalitions autonomes d'organisations en développement international, issues du Canada et de l'Asie du sud. SAP est maintenant un partenariat à parts égales entre SAP Bangladesh, SAP Népal, SAP Pakistan, SAP Inde, SAP Sri Lanka et SAP Canada. Aux côtés de ses partenaires asiatiques, SAP Canada est l'un des membres de SAP International, dont le siège est situé à Colombo.

Société asiatique des partenaires est la seule organisation canadienne qui rassemble toute une série de partenaires canadiens et sud-asiatiques dans le seul but de promouvoir le développement humain en Asie du Sud. Plus de 22 organisations canadiennes en développement sont membres de SAP Canada, qui se trouve donc en mesure de relier les connaissances, le suivi et l'action touchant le développement à l'expérience directe, tirée de la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la pauvreté en Asie du Sud.

Grâce à des employés professionnels qui, dans chaque pays, fournissent un soutien sur le terrain et organisent des activités de communication, SAP est tout à fait à même de tirer parti de telles capacités pour animer des forums. Ces échanges sont l'occasion de présenter en un même lieu de multiples perspectives (gouvernement, secteur privé, ONG, approches théoriques et pratiques) sur des questions nouvelles, souvent délicates sur le plan politique, en vue de dégager des stratégies d'intervention claires. Dans ce milieu catalyseur et non menaçant, où s'instaure la confiance avec le temps, les participants parviennent à définir des objectifs communs éclairés, qui reposent sur des valeurs partagées.

**Un dialogue
sur les
orientations**

Par l'intermédiaire de ses membres canadiens et de ses partenariats en Asie du Sud, SAP Canada constitue un lieu de réflexion, de promotion et de dialogue sur les orientations se rapportant à une foule de questions, notamment les affaires étrangères, l'économie et le commerce, les droits de la personne et l'équité. En raison du mandat ou du savoir et des compétences rassemblées, les forums parrainés par SAP peuvent revêtir une importance particulière, car ils remettent en

cause les hypothèses dominantes utilisées dans l'analyse et l'élaboration des politiques. Ils permettent d'envisager les conséquences, pour l'élimination de la pauvreté en Asie du Sud, de thèmes et de domaines qui complètent la politique canadienne officielle sur l'APD ou les affaires étrangères, grâce à un dialogue avec une série d'acteurs du développement qui ne sont pas souvent accessibles par les voies officielles. Par exemple, des séminaires (suivis de rapports) ont été tout dernièrement tenus sur :

- Les questions et initiatives de paix régionale entre l'Inde et le Pakistan,
- La contribution de la communauté internationale au processus de consolidation de la paix en Afghanistan,
- Les insurrections et les possibilités d'évolution dans le Nord-Est de l'Inde,
- L'impact de la mondialisation sur la santé et les droits de la personne, et
- Les perspectives de paix au Sri Lanka et de développement démocratique au Pakistan.

Les publics, les participants et les expériences intervenant dans ces activités sont divers et susceptibles de le devenir davantage, une fois que les documents sont distribués et que les conséquences des débats commencent à se diffuser à travers la définition des orientations par tel ou tel organisme.

En 1999, SAP Canada a pris la responsabilité de coordonner quatre consultations dans des pays - des dialogues sur la pauvreté – avec des habitants “pauvres” de localités rurales et urbaines. Ces dialogues ont été engagés par SAP Népal, SAP Pakistan, le Programme de développement Cambodge-Canada (PDCC) et le Programme d'aide au développement des Philippines (PADP). Le rapport issu des consultations était destiné à éclairer la démarche amorcée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour affiner et améliorer sa stratégie de lutte contre la pauvreté en Asie.

En ce moment, SAP Canada s'intéresse à la question de la prolifération des armes légères dans la région. La facilité de se procurer de telles armes ainsi que leur prolifération généralisée représente un danger imminent pour la sécurité des États et des peuples d'Asie du Sud. L'ampleur de ce problème est de plus en plus reconnue dans la région. La conférence des Nations unies sur les armes légères, qui se tiendra en juillet 2001, permet dans l'immédiat d'attirer l'attention des pouvoirs publics et pourrait entraîner d'autres activités régionales, dans la foulée. SAP

organise cinq dialogues nationaux et un dialogue régional sur la problématique des armes légères en Asie du Sud, dont il devrait ressortir un plan d'action commun, élaboré par les représentants de l'État et de la société civile.

Ces initiatives visent aussi à donner voix au chapitre aux peuples de l'Asie du Sud, afin d'éclairer la politique canadienne de développement et des affaires étrangères.

Modifier le cadre juridique pour éliminer la discrimination contre
les femmes au Guatemala :

**Le Centre canadien d'études et de coopération internationale
(CECI)**

Depuis 1995, forte du soutien technique d'une organisation de défense des droits de la personne, le Centro para la Accion Legal en Derechos Humanos (CALDH), et de l'appui financier du Fonds de développement de la démocratie du Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI), une coalition d'organisations de femmes du Guatemala milite en faveur de la modification des lois discriminatoires contre les femmes.

Entre 1995 et 1996, par des études, une mobilisation et des activités de promotion, les organisations de femmes et le Centre ont réussi à faire abroger d'importants articles du code pénal pratiquant une discrimination contre les femmes, qui étaient passibles de peines plus lourdes que les hommes en cas d'adultère et d'union de fait, considérés comme des crimes.

**Une action
soutenue
reposant sur le
renforcement
durable des
capacités des
organisations
communautaires
de femmes**

La stratégie reposait sur une mobilisation publique et populaire soutenue par la presse, afin que les pressions exercées sur le gouvernement partent d'une base aussi étendue que possible. Toute la diversité du mouvement des femmes a été reconnue, de sorte que la coalition soit souple et participative. La direction était partagée, tandis que les tâches étaient réparties et spécialisées, dans le but d'élargir la participation.

**Les leçons
tirées
s'appliquent à
la participation
de la société
civile pour un
renouveau de
la gouvernance
au Guatemala**

Cette initiative découlait des relations de longue date établies du début au milieu des années 1990 entre les ONG canadiennes et les organisations de femmes autochtones et réfugiées. Par exemple, Inter Pares et le fonds anglican « World Relief and Development Fund » ont travaillé avec des organisations de femmes au niveau communautaire, fortifiant leurs capacités et leur leadership, ce qui leur a permis de prendre ensuite une part active à la campagne visant à modifier le cadre juridique touchant les femmes au Guatemala. L'organisation montréalaise Droits et Démocratie a également contribué à consolider les capacités décisionnelles des organisations de femmes.

Le renforcement de la coalition a non seulement assuré le succès ultime de l'action, mais a aussi raffermi le mouvement des femmes ainsi que d'autres organisations de la société civile, qui ont mieux compris leurs capacités et les stratégies d'action politique fructueuse. À travers sa campagne, le mouvement des femmes s'est notamment servi du cadre juridique pour sensibiliser la population aux injustices et iniquités

Appuyer un cadre de référence sur la consolidation de la paix

fondamentales existant entre les hommes et les femmes au Guatemala.

Avec le soutien du CECI, le processus a été bien étudié dans le cadre d'un projet de recherche-action qui a systématisé les leçons tirées de cette action réussie, ce qui permettra de les appliquer à de futures initiatives citoyennes au Guatemala. Le succès de cette campagne a conforté non seulement les organisations de femmes, mais aussi toute la société civile de ce pays dans la conviction qu'il est maintenant possible d'engager une action citoyenne pour un renouveau de la gouvernance et la consolidation de la paix. Pour les organisations de femmes, une telle réussite a par ailleurs démontré que des alliances peuvent être créées en dépit d'importantes différences politiques et socio-économiques, et que l'action collective a le pouvoir de lutter contre la discrimination envers toutes les femmes.

La campagne s'est déroulée dans un climat de débat ouvert, public et pacifique, ce qui a donné de nouvelles assurances au processus de paix au Guatemala. L'administration de la justice a été améliorée car les juges, avocats et autres intervenants ont été contraints d'examiner les lacunes et les contradictions du système, ce qui a ouvert des possibilités de changement dans d'autres lois et causes. Les militantes ont eu recours à la Cour interaméricaine des droits de l'homme pour appuyer leurs actions, processus qui s'est révélé fort utile. Les aspects juridiques de cette démarche ont été bien documentés et étudiés par des militantes expertes en droit. Cette campagne ainsi que la diffusion publique des résultats ont contribué à établir une culture judiciaire respectueuse des droits.

Le CECI continue de favoriser l'essor de la démocratie au Guatemala, grâce à l'appui des organisations de la société civile, et a appris que le soutien à des processus démocratiques bien organisés au sein du mouvement des femmes est réellement porteur de changement démocratique.

Intégrer les programmes et les politiques : L'approche holistique de la pauvreté adoptée par Inter Pares

Inter Pares est une ONG canadienne de taille moyenne qui travaille dans le cadre de partenariats à long terme avec des organisations affrontant le déplacement d'êtres humains par suite de guerres, les violations des droits de la personne, l'appauvrissement économique et la marginalisation accrue des personnes vivant dans la pauvreté. Le principal objectif poursuivi consiste à promouvoir la lutte et la dissension pacifiques et organisées, par les personnes marginalisées luttant contre les obstacles au développement durable et équitable.

**Mettre l'accent
sur une
approche de la
programmation
visant un effet
stratégique**

Grâce à une approche dynamique de la programmation, Inter Pares articule son action autour de trois thèmes : 1) gouvernance et sécurité; 2) migrations et population, et 3) économie démocratique. En collaboration avec des partenaires de longue date dans le monde entier et au Canada, chaque domaine fait l'objet d'une perspective intégrée et transnationale, qui va au-delà des symptômes immédiats. L'approche met l'accent sur les questions de stratégie et de transformation telles que les relations de pouvoir, la protection de la santé et des droits génésiques des femmes, la réintégration et la décriminalisation des réfugiés, ainsi que les effets complexes de la politique macro-économique sur la vie sociale, culturelle, politique et économique des êtres humains.

**Conférer à
l'action locale
une dimension
nationale et
internationale**

Dans ce cadre, *l'élargissement de l'action* revêt une importance centrale pour Inter Pares et ses homologues. Cette démarche comprend l'analyse des expériences communautaires et leur formulation comme thèmes d'action au niveau local, national, régional et international, ainsi que la recherche d'une synergie entre l'action menée au Canada et celle qui est engagée à l'étranger par des homologues. La véritable transformation passe nécessairement par l'instauration de liens entre le microniveau et la macrodimension, la définition de stratégies communes de promotion de certaines causes à l'échelle régionale et mondiale, de même que l'enrichissement du travail effectué par les homologues, grâce au partage des expériences et au soutien accordé à ces derniers par les initiatives concrètes prises au Canada.

Lutter contre les effets de l'élevage des crevettes

Le travail réalisé depuis le milieu des années 90 avec des homologues au Bangladesh et en Inde constitue un exemple de la démarche poursuivie. Dans les villages côtiers, les partenaires de ces pays ont résisté ensemble à l'introduction non réglementée d'élevages de crevettes par le gouvernement et les institutions multilatérales telles que la Banque asiatique de développement, qui souhaitaient accroître les recettes en devises. Les coûts sociaux et écologiques de l'élevage des crevettes ont été élevés – déplacement de quantités de personnes, pertes de ressources pour la pêche côtière et graves violations des droits de la personne.

En 1995, Inter Pares et son homologue du Bangladesh Nijera Kori ont aidé les militants anti-crevettes d'Inde, du Bangladesh, de Thaïlande et de Malaisie à former un réseau visant à promouvoir la préservation des ressources côtières. Dans le même temps, Inter Pares a facilité la constitution d'une coalition d'ONG canadiennes soutenant l'initiative asiatique, tout en réunissant des données sur les effets sociaux et écologiques de l'élevage industriel de crevettes et en sensibilisant les consommateurs du Nord. Un projet littéraire et photographique témoignant des agissements de cette industrie en Asie, intitulé "In Defense of Land and Livelihoods" (à la défense des terres et des moyens d'existence) a été entrepris avec CUSO, l'association des consommateurs de Penang et le Sierra Club du Canada.

Parmi les instances internationales, un tribunal a été institué parallèlement à la Commission sur le développement durable créée aux Nations unies en 1996, ce qui a permis d'attirer l'attention des pouvoirs publics et des banques multilatérales. En 1997, le Sierra Club a coordonné une campagne de sensibilisation des consommateurs au Canada, par l'intermédiaire d'organisations écologistes provinciales. Des réunions entre les homologues du Sud et des divisions du gouvernement du Canada, y compris du ministère des Pêches et Océans, ont contribué à faire mieux connaître les préoccupations environnementales, sociales et culturelles.

On a constaté des résultats à divers niveaux. La Cour suprême de l'Inde a fait droit à une pétition de l'ONG "Land for the Tillers' Freedom" (des terres pour la liberté des cultivateurs) et a émis une injonction prohibant l'expansion

de l'industrie de l'aquaculture. Avec l'appui de Nijera Kori, les villageois de plusieurs zones côtières ont déclaré des "zones d'interdiction des crevettes", ce qui a mis effectivement un terme à l'expansion de l'industrie et aux violations des droits de la personne qui y étaient associées. Le gouvernement du Bangladesh a intégré un plan d'utilisation des sols dans son plan-cadre sur les pêches. Les liens entre les ONG d'Asie et d'Amérique latine ont conduit à la création d'un réseau international chargé d'exercer des pressions contre l'aquaculture non viable et de mener des campagnes d'éducation du public sur ce thème. Ayant pris conscience du problème, la Banque asiatique de développement, l'ACDI et d'autres organisations exigent des évaluations détaillées des conséquences socio-environnementales avant de procéder à tout nouvel investissement. "In Defense of Land and Livelihood" a été mis en nomination pour un prix canadien de sensibilisation au développement et des ONG de toute l'Asie s'inspirent de ce modèle d'action en Amérique latine.

Grâce à ces coalitions, Inter Pares a amélioré sa capacité de militer à de multiples niveaux, ce qui a permis d'inscrire certaines questions parmi les préoccupations des organisations et des gouvernements locaux, régionaux et nationaux, et de conférer une dimension internationale aux activités des ONG, pour assurer la cohérence des interventions dans divers contextes politiques. La stratégie délibérée consistant à étendre les interventions de l'échelon local au niveau régional et international a largement contribué à influencer les pouvoirs publics, les institutions multilatérales et la société civile du Nord; le soutien apporté aux groupes locaux a permis de jeter les bases de la sensibilisation et de la promotion nécessaires à l'extension des activités au niveau national. Grâce aux liens régionaux entre les ONG, on a créé des lieux d'échanges et d'apprentissage, ainsi que la capacité d'établir des rapports avec les institutions régionales et internationales. L'institutionnalisation de toutes ces activités a été rendue possible par le travail d'Inter Pares avec des réseaux durables, entre des parties prenantes diverses et significatives du Nord et du Sud.

Traduit à la pige